

Gaëtane Ricard-Nihoul « L'Allemagne s'affirme avec virulence, mais il faut essayer de la comprendre » (Le Soir, 02/04/2010)

Gaëtane Ricard-Nihoul

Secrétaire générale de Notre Europe, le « laboratoire de pensée » créé en 1996 à Paris par Jacques Delors

Les marchés financiers n'ont pas été impressionnés par la « déclaration » publiée à l'issue du sommet européen des 25 et 26 mars. Et la Grèce est toujours confrontée à des taux d'intérêt très élevés. L'idée de solidarité européenne a-t-elle vécu ? Et le repli allemand ouvre-t-il une nouvelle page dans l'histoire de l'UE ? Une semaine après, ces questions agitent encore le microcosme européen.

Les mots n'avaient rien donné après le sommet du 11 février, et ils n'ont rien donné ces jours-ci. La Grèce pourra-t-elle compter un jour sur une solidarité plus effective ?

Si la situation de la Grèce devenait catastrophique, je pense qu'il y aurait quand même un sursaut de solidarité, un acte de solidarité fort. Parce que, dans la zone euro, tous les pays sont interdépendants. Donc, indépendamment de l'élan de solidarité, ils chercheraient aussi à se protéger tous. L'Allemagne y compris. Cela dit, la solidarité s'est déjà exprimée, même si c'était d'une manière décevante.

Certains ont écrit que le sommet avait sauvé Angela Merkel, mais pas la Grèce... L'attitude de l'Allemagne est-elle inquiétante ?

Mon sentiment est que la Grèce est en train de trouver des solutions à ses problèmes. Ce n'est donc pas aussi noir que ça...

Alors, effectivement, l'Allemagne a été très inflexible sur ses positions, mais, en même temps, elle a fait quelques pas, puisqu'elle avait été, à un moment donné, contre une solution au sein de la zone euro. C'est ce qu'on appelle un compromis.

La « déclaration » est par ailleurs assez bonne : il y a aussi une partie sur la gouvernance économique.

Vous n'avez donc pas de souci par rapport à l'évolution globale de l'Allemagne à l'intérieur de l'Union ?

Si, j'ai un souci. Dans le contexte politique plus général, c'est vrai que c'est un petit peu inquiétant de voir comment l'Allemagne évolue. D'un côté, il y a normalisation de ses rapports avec l'Union européenne. Elle s'affirme de plus en plus, parce que c'est un grand pays, performant d'un point de vue économique. Cela ne me choque pas. Ce qui est un peu plus inquiétant, c'est tout le contexte qu'il y a derrière, c'est l'arrêt de la Cour constitutionnelle, c'est le discours de Mme Merkel à l'Université Humboldt de Berlin, qui n'était pas très européen, etc.

Plusieurs signaux montrent un changement de positionnement de l'Allemagne, qui ne va pas globalement dans la direction d'un engagement européen très fort. Dans les années qui viennent, l'Allemagne affirmera ses intérêts nationaux de manière plus virulente. Il va falloir vivre avec ce fait.

Mme Merkel n'a-t-elle pas manqué de courage politique ? Elle paraît guidée par des considérations à court terme, alors qu'une vague populiste anti-européenne monte en Allemagne...

Il y a deux grosses déceptions. D'une part, il y a le fait que les dirigeants allemands n'ont pas assez insisté sur les bénéfices que la zone euro a apportés à l'Allemagne. D'autre part, il y a le fait d'avoir envisagé d'exclure un Etat de la zone euro. C'était aller trop loin.

Après, il faut essayer de comprendre un peu d'où viennent les Allemands. C'est une économie performante, mais au prix d'un certain nombre de sacrifices et d'une politique de rigueur salariale, etc. Ils ont l'impression d'avoir fait des efforts, que d'autres n'ont pas faits. Je ne dis pas que j'approuve que Mme Merkel ait appuyé un peu et renforcé peut-être ce genre de sentiments dans la population, mais on peut essayer de comprendre...

Sur le gouvernement/la gouvernance économique, au-delà des problèmes de traduction, il y a tout de même des conceptions très différentes...

Quand on lit la « déclaration », on a l'impression que l'engagement est fort. Mais on ne met pas toujours la même chose derrière ce type de formules. Et l'écart franco-allemand sur ces questions reste important.

Maintenant, il y a un groupe de travail, sous l'égide de M. Van Rompuy, avec la Commission et des représentants des Etats membres, qui est formé. On va voir ce que ça donne. Dans ce cas-ci, le duo Barroso-Van Rompuy et la présidence tournante, en l'occurrence M. Zapatero mais aussi bientôt la Belgique, vont dans le sens d'un renforcement de la gouvernance économique. Je trouve que la configuration n'est pas nécessairement mauvaise.

C'est un test pour la nouvelle architecture institutionnelle, d'après-Lisbonne : va-t-elle fonctionner comme force de proposition et comme moteur de l'intégration ?

Certains critiquent, au nom de la symbolique, que le FMI ait été inclus dans le mécanisme d'aide à la Grèce...

On ne peut nier la valeur symbolique et politique, parce que le débat autour portait que la capacité de l'Union européenne à fournir une réponse européenne. Non, il ne faut pas nier l'impact négatif...

Ce qui aurait été vraiment choquant, c'est que le FMI se substitue à une solution européenne. Mais l'actuelle solution économique n'est pas fondamentalement choquante.

Vous êtes pour dédramatiser un peu ?

Je suis assez pessimiste sur l'état des volontés politiques au niveau des Etats membres aujourd'hui.

Je suis par contre dans une phase d'observation de la mise en place du Traité de Lisbonne, qui a des vertus. Moi, j'ai défendu le choix de M. Van Rompuy parce que nous avons besoin d'une personnalité de type médiateur pour diriger le Conseil européen. Et je constate que ça ne se passe pas trop mal. On aurait pu craindre une grosse rivalité avec le président de la Commission, mais elle n'a pas l'air de se dessiner. Il faut donc peut-être se raccrocher à ce nouveau moteur possible au niveau de l'Union européenne, et se dire que tout ne viendra pas nécessairement de la volonté des Etats membres. Le dynamisme peut venir des institutions européennes. Dans six mois ou un an, on en reparlera...

Propos recueillis par Maroun Labaki

© Rossel & Cie S.A. - Le Soir, Bruxelles, 2010